

Madame, Monsieur,

Nous avons bien reçu votre lettre aux candidats et nous vous en remercions. Les candidat/e/s d'Europe Écologie Les Verts ont travaillé avec conviction à un projet départemental basé sur la solidarité, l'écologie et l'éthique en politique dont vous trouverez l'intégralité des 92 propositions pour le 92 sur le site <http://eelv92.fr>

Vous trouverez ci-dessous notre réponse collective, certains candidats vous contacteront aussi directement pour apporter des déclinaisons locales.

1 Quelles sont vos options en matière de déplacements dans notre département ? Et en ce qui concerne la voirie, par exemple, les RD 1 et RD 7 que doit faire le département ?

Les écologistes du département se sont systématiquement - et depuis le début des opérations - opposés à ce doublement des voies routières sur les RD1 et RD7.

Nous considérons en effet que la voiture individuelle doit voir sa part se réduire au profit des transports en commun et des circulations douces, tant d'un point de vue environnemental (pollutions locales toxiques et effets de serre) que ce celui de l'accès à des modes de déplacements accessibles à tous les âges et à tous les budgets.

Ces 200 millions d'euros engagés pour le programme RD7 par la majorité actuelle du Conseil général sont une dépense publique inadmissible et, en 2011, donne une vision affligeante de l'aménagement de notre département.

Nous souhaitons donc l'arrêt de ces programmes routiers (proposition 48 sur le site [eelv92 .fr](http://eelv92.fr)) et l'engagement d'un politique durable des déplacements.

2 - Le bien-être des Alto-séquanais est lié à la présence d'espaces verts. Le Président Sarkozy a souhaité, lorsqu'il présidait le département, que chaque habitant soit à 10 minutes de marche à pied d'un espace vert. Les quatre forêts de notre département constituent des espaces verts de grande qualité mais distribués géographiquement de manière hétérogène et leur entretien laisse à désirer depuis la suppression des subventions du Conseil général destinées à leur entretien. Que pensez-vous faire pour améliorer l'entretien et l'accès aux espaces verts et notamment forestiers de notre département ?

Comme vous le savez, le Conseil général UMP a pris la décision unilatérale de supprimer les subventions à l'ONF (pour 450 000 euros par an), malgré une convention pluriannuelle signée par le Président du Conseil général précédent. En critiquant sévèrement le désengagement parallèle de l'État, il nous semble important de participer à l'effort de gestion de ces forêts domaniales qui constituent, pour les alto-séquanais/e/s notamment, une destination de balades et de loisir de plein air d'une qualité exceptionnelle en proche couronne parisienne. Nous vous rappelons notre proposition 43 : reprendre le partenariat avec l'ONF (Office national des forêts) pour la gestion durable des forêts environnantes et créer de nouveaux emplois locaux dans la filière du bois de chauffage.

Parallèlement, des projets compatibles avec la protection durable de la forêt peuvent être étudiés (zone de compostage, meilleure valorisation du bois de chauffage pour une production partielle d'énergie locale et renouvelable par exemple).

3 Et la Seine ? Quelle doit être la politique du département pour répondre à ses différentes fonctions : ludique, transport (passagers et marchandises), qualité de l'eau ?

Concernant la qualité de l'eau, nous souhaitons rappeler la triste disparition du Comité de surveillance du système d'Alerte sur la Pollution des Eaux Superficielles (APES) tout comme celle du SATESE 92 dont les actions en matière de surveillance des effluents polluants industrielles étaient pourtant indispensables.

Critère d'installation des habitants dans notre région depuis des siècles, la Seine reste un élément précieux de notre territoire. Il nous faut, à la fois, protéger le fleuve via une gestion durable et écologique et l'utiliser comme vecteur de déplacement.

Dans le domaine de la protection :

- surveillance des pollutions et de la biodiversité locale en collaboration la plus poussée avec les services de la Préfecture
- renforcement de la surveillance des effluents dans les collecteurs et de la communication en direction des petites entreprises non soumises aux conventions de rejets
- entretien des berges via des techniques de génie végétal pour lequel deux associations d'insertion départementales ont acquis un savoir faire important.
- limitation des rejets d'eau chaude en Seine de la part des systèmes de climatisation des immeubles construits près des berges. (A ce titre, nous rappelons que notre Conseiller général Europe Ecologie Les Verts est le seul à s'opposer à ces techniques lors des instances du CODERST 92).

Comme vecteur de déplacement :

- utilisation de la voie fluviale pour le fret et remplacement des flux de camions
- maintien des ports existants (darse de Nanterre) et des emprises pour des plates formes multimodales
- utilisation de navettes fluviale tant pour les loisirs que pour des accès à Paris.

4 Quelles mesures préconiserez-vous pour favoriser le maintien et la relance de l'industrie, notamment par le développement des PMI et de l'artisanat ainsi que pour la formation professionnelle dans notre département ?

Jadis important territoire industriel, les Hauts-de-Seine sont aujourd'hui très largement le symbole d'une monoculture des activités tertiaires à l'instar du territoire de La Défense. Cette spécificité nous semble dangereuse et inadaptée.

Dangereuse en ce qu'elle s'appuie de façon importante sur la présence de grands groupes internationaux dont la stabilité financière, l'ancrage et la fidélité au territoire sont très incertains

Inadaptée car cette approche néglige le soutien à un artisanat local et à une industrie durable.

Les enjeux écologiques imposent, par exemple, le développement de nouvelles compétences dans le domaine de l'énergie (isolation des bâtiments, énergie renouvelables, gestion locale des eaux pluviales) ou des services aux personnes (gestion de sites de vélo-stations, d'auto-partage, services en direction des personnes âgées etc.)

Le secteur industriel à faible empreinte écologique peut et doit également avoir sa place dans les Hauts-de-Seine. Nous pensons notamment à la gestion du fret par voie d'eau et voie ferrée évoqué plus haut ou à titre d'exemple, à la reconversion des papeteries de la Seine (Ste SMURFIT) pour la réalisation d'isolant en ouate de cellulose dans une logique d'approvisionnement en circuit court.

5 Cherté et pénurie sont les maîtres mots en matière de logement dans notre département. Quelle politique envisagez-vous de promouvoir dans ce domaine en complément des dispositifs existants?

La crise du logement n'est pas une fatalité, elle est le résultat direct de l'absence de volonté politique du Gouvernement et aussi des maires. Nous souhaitons mettre en œuvre un ensemble de mesures qui apporteront des améliorations notables face à l'urgence du mal-logement dans les Hauts de Seine :

Malgré les promesses, moins de 3000 logements sociaux sont construits chaque année dans les Hauts-de-Seine quand 65% des ménages sont éligibles.

Au delà de l'aide à la construction de logements sociaux aux normes que nous soutiendrons (via des aides à la surcharge foncière, à la caution des emprunts des organismes et des mesures d'accompagnement, aide aux constructions plus écologiques), nous souhaitons développer plusieurs axes simultanément.

Vous pouvez consulter nos propositions sur le site eelv92.fr et notamment :

Proposition 22 : soutenir les projets d'accueil pour les personnes sans domicile fixe ainsi que la création d'aires d'accueil des gens du voyage, conformément au schéma départemental des Hauts-de-Seine.

Proposition 23 : rediscuter avec l'État pour réévaluer la proportion de construction de logements par rapport à celle de bureaux pour tenir compte du manque de logements et des bureaux en surnombre.

Proposition 24 : acquérir des immeubles de bureaux vides (plus de 1,8 million de m² dans le 92) pour les transformer en logements.

Proposition 25 : soutenir les initiatives d'habitat alternatif : projets coopératifs comprenant des espaces collectifs, pensions de familles, initiatives diverses de colocation solidaire.

6 Quelles sont vos orientations en matière de protection des forêts domaniales et du patrimoine bâti de notre département ?

En complément de la réponse au point 2 et compte tenu de la hausse de la pression immobilière, il nous semble souhaitable de travailler à un classement en « forêt de protection » pour les forêts domaniales des environs.

Au sud du département, le Conseil général engage une opération de création de demi-échangeurs routiers qui a pour conséquence le rachat à l'état de plus de deux hectares de la forêt de Verrières pour 500 000 euros d'argent public. Vincent Gazeilles, Conseiller général Europe Écologie Les Verts a été le seul à voter contre cette opération d'un autre âge.

De même, le patrimoine bâti du département doit être protégé et tout particulièrement le patrimoine industriel qui est gravement menacé par l'avidité des promoteurs privés. C'est ainsi que nous avons contesté la disparition de l'intégralité des bâtiments des ex usines Renault. C'est ainsi que nous nous mobilisons contre la disparition de l'ancienne usine Gaupillat sur les berges de Seine, disparition soutenue conjointement par le Maire de Meudon et le Conseil général.

7 Si vous avez l'intention de saisir le Conseil Général d'autres sujets importants en relation avec l'environnement et le cadre de vie, merci de nous en faire part également et, le cas échéant, de préciser vos objectifs et projets.

Nous ne pouvons être exhaustifs dans ce courrier et nous vous invitons de nouveau à consulter l'intégralité de notre programme sur www.eelv92.fr

Parmi les propositions cumulant un intérêt écologique, financier et source d'activité économiques durable, nous souhaitons souligner la proposition d'étude thermique et de plan d'isolation départemental des bâtiments du Conseil général dont la facture annuelle est de l'ordre de 15 millions d'euros.

Soyez assuré de notre détermination à porter un projet solidaire, écologique et soucieux de bonne gestion, souvent générateur d'une dynamique économique locale et durable.

-- Cordialement

Rodéric AARSSE

Secrétaire Départemental Europe Ecologie - Les Verts Hauts-de-Seine.

06 09 56 00 82

Pour les candidats EELV 92 :

ASNIÈRES NORD : LAURENT GUILLARD • CHRISTIANE CARRIER

BOULOGNE BILLANCOURT NORD-OUEST : MAURICE GILLE • VALÉRIE CHAUVAUD

BOURG-LA-REINE : FABIEN FEUILLADE • BERNADETTE GUENEE

CHÂTENAY-MALABRY : CÉCILE FRANCHET • CHRISTIAN LEMOINE

CHÂTILLON : JÉRÔME DESQUILBET • ARLETTE GAILHARD

CHAVILLE : ISABELLE DORISON • NICOLAS TARDIEU

COLOMBES NORD-OUEST: PATRICK CHAIMOVITCH • HADJIA DJEBBARI

COURBEVOIE SUD : ANNE LE GUENNIU • JULIEN BONNET
LA GARENNE-COLOMBES : MARC SCHINDLER • MARTINE BONNIN
GENNEVILLIERS NORD : PASCAL CHARLES • NAÏMA AIT-ELMOUDEN
ISSY-LES-MOULINEAUX EST : LUCILE SCHMID • DIDIER HERVO
LEVALLOIS-PERRET NORD CLICHY : MARIE-CLAUDE FOURNIER • JULIEN DUSSART
LEVALLOIS-PERRET SUD : DOMINIQUE CLOAREC • GUILLAUME DURRIEUX
MEUDON : LOÏC LE NAOUR • SOLANGE MARLE
MONTRouGE : CARMELINA DE PABLO • BRICE LOE MIE
NANTERRE SUD-EST : FRANCIS MASANES • DOMINQUE DEBRAS
NANTERRE SUD-OUEST : JULIEN SAGE • CATHERINE MOURET
NEUILLY-SUR-SEINE NORD : MATHILDE THERY • THIERRY HUBERT
LE PLESSIS-ROBINSON : MARIE-CATHERINE POIRIER • EDWARD TOQUE-TANNIOU
PUTEAUX : OLIVIER KALOUSDIAN • SOPHIE CARNOT GARRIGUE
RUEIL-MALMAISON : VINCENT POIZAT • VIVIANE MEILHAC
SAINT-CLOUD : ODETTE SIMEON • BERTRAND TIECHE
SCEAUX : SOPHIE LE GARS • MAËL RANNOU
VANVES : CORINNE PRAZNOCZY • PIERRE TOULOUSE